

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 31/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

TAM (ex SENSZO)

BP 62
ZI la grange Cléard
69170 Tarare

Références : UDR-CTESSP-23-127-FV
Code AIOT : 0006103780

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement TAM (ex SENSZO) implanté ZI la grange Cléard 27 Avenue Edouard Herriot 69170 Tarare. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les activités du site étaient soumises au régime de l'autorisation, réglementées par l'arrêté préfectoral du 12 octobre 1990 modifié.

La liquidation judiciaire de la société TAM a été prononcée le 1er octobre 2020. Le liquidateur est Maître PEY-HARVEY du cabinet Alliance MJ.

L'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 a mis en demeure l'exploitant de mettre en sécurité son site.

Par courrier daté du 2 novembre 2020, le liquidateur judiciaire a procédé à la notification de la cessation d'activité du site.

Un arrêté de consignation de somme a également été pris le 18 août 2021.

L'Inspection a constaté le 6 avril 2022 que la mise en sécurité n'a pas été finalisée. Et par courrier du 23 septembre 2022, le liquidateur judiciaire a indiqué ne pas disposer des fonds nécessaires à la mise en sécurité du site.

L'inspection a pour objet de vérifier les points restants à réaliser pour finaliser la mise en sécurité et d'accompagner l'ADEME afin qu'elle puisse proposer une intervention.

A noter : une note de synthèse du 29 mars 2022 sur la mise en sécurité du site a été transmise à l'Inspection par le propriétaire du site par courriel du 30 mars 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TAM (ex SENSZO)
- ZI la grange Cléard 27 Avenue Edouard Herriot 69170 Tarare
- Code AIOT : 0006103780
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TAM (Transfert Au Mouillé) était spécialisée dans l'impression de textiles. Le site a été racheté récemment par M. Davanture.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Evacuation des produits dangereux	AP de Mise en Demeure du 26/11/2020, article 1	/	Travaux d'office (intervention ADEME)	À déterminer (une fois la proposition de l'ADEME reçue)
4	Surveillance des effets de l'installation sur son environnement	AP de Mise en Demeure du 26/11/2020, article 1	/	Travaux d'office (intervention ADEME)	À déterminer (une fois la proposition de l'ADEME reçue)

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Interdiction et limitation d'accès au site	AP de Mise en Demeure du 26/11/2020, article 1	/	Sans objet
3	Suppression des risques d'incendie et d'explosion	AP de Mise en Demeure du 26/11/2020, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité du site n'a toujours pas été finalisée. Une partie des actions à réaliser (nettoyage des réseaux internes notamment) relève désormais du propriétaire dans le cadre de la réhabilitation du site. Une autre partie pourra faire l'objet d'une intervention ADEME (curage d'une canalisation extérieur - purge d'un point chaud - surveillance des effets de l'installation sur son environnement notamment).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Evacuation des produits dangereux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/11/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SELARL Alliance MJ, liquidateur judiciaire de la société TAM qui exploitait, ZI La Grange Cléard, 27 rue Edouard Herriot à TARARE, des activités de teinturerie, est mise en demeure de procéder :</p> <ul style="list-style-type: none">– dans un délai de 2 mois, à la mise en sécurité du site conformément aux dispositions de l'article R.512-39-I du code de l'environnement ; <p>Extrait R512-39-1 : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p>
<p>Constats : L'Inspection a constaté qu'aucune action complémentaire n'a été réalisé depuis la dernière inspection concernant la gestion des réseaux d'effluents. Ainsi les actions suivantes doivent toujours être réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none">- curage des caniveaux/canalisations collecteurs des effluents de production présente des matières prise en masse (ateliers)– curage de la conduite d'évacuation des effluents depuis les ateliers jusqu'au bassin de prétraitement ;– analyser le liquide contenu dans la fosse enterrée (partie sud-est du bâtiment) pour déterminer ses caractéristiques physico-chimiques et procéder à son évacuation conformément aux exigences réglementaires en vigueur selon les résultats des analyses. <p>Le nouveau propriétaire (M. Davanture) a indiqué à l'Inspection être prêt à gérer rapidement ces résidus d'effluents présents à l'intérieur du bâtiment car il souhaite faire des travaux de réfection du sol.</p> <p>L'Inspection lui a demandé de lui transmettre les justificatifs d'évacuation en filière agréée des résidus.</p> <p>L'ADEME, en accord avec l'Inspection, a recommandé au propriétaire de faire analyser le liquide de la fosse sur les paramètres suivantes : Métaux (Al, As, Cd, Cr, Cu Fe, Hg, Mn, Ni, P, Pb, Sn, Zn), HCT, BTEX, HAP, PCB, COHV.</p> <p>L'Inspection considère que la gestion des résidus d'effluents dans les réseaux intérieurs relève désormais de la responsabilité du propriétaire qui souhaite réaménager le site.</p> <p>Concernant la canalisation reliant les ateliers au bassin de pré-traitement, l'Inspection propose que l'ADEME intervienne pour assurer son curage.</p> <p>L'ADEME transmettra à l'Inspection une proposition d'intervention qui fera l'objet d'un rapport distinct. Un arrêté de travaux d'office pourra être proposé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Travaux d'office
Proposition de délais : selon proposition ADEME

N° 2 : Interdiction et limitation d'accès au site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/11/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société SELARL Alliance MJ, liquidateur judiciaire de la société TAM qui exploitait, ZI La Grange Cléard, 27 rue Edouard Herriot à TARARE, des activités de teinturerie, est mise en demeure de procéder : – dans un délai de 2 mois, à la mise en sécurité du site conformément aux dispositions de l'article R.512-39-I du code de l'environnement ; Extrait R512-39-1 : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
Constats : L'Inspection a constaté que le site n'était toujours pas entièrement clôturé. Des barrières type vauban sont néanmoins disposées aux endroits dépourvus de clôture (parking notamment). Le propriétaire a indiqué qu'il fera réaliser prochainement une clôture. L'Inspection considère que désormais la limitation des accès au site incombe au nouveau propriétaire des lieux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suppression des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/11/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, inertage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société SELARL Alliance MJ, liquidateur judiciaire de la société TAM qui exploitait, ZI La Grange Cléard, 27 rue Edouard Herriot à TARARE, des activités de teinturerie, est mise en demeure de procéder : – dans un délai de 2 mois, à la mise en sécurité du site conformément aux dispositions de l'article R.512-39-I du code de l'environnement ; Extrait R512-39-1 : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 3°la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
Constats : L'Inspection a constaté que le manomètre situé sur un tuyau de gaz situé à proximité de la chaufferie indique 0,3bar relatif. Le propriétaire a indiqué qu'il va se renseigner auprès du gestionnaire de réseau de gaz et d'électricité pour mettre en sécurité son site. L'Inspection considère que désormais les risques d'incendie et d'explosion sont gérés par le propriétaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance des effets de l'installation sur son environnement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/11/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de sols et de la nappe
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société SELARL Alliance MJ, liquidateur judiciaire de la société TAM qui exploitait, ZI La Grange Cléard, 27 rue Edouard Herriot à TARARE, des activités de teinturerie, est mise en demeure de procéder : <ul style="list-style-type: none">– dans un délai de 2 mois, à la mise en sécurité du site conformément aux dispositions de l'article R.512-39-I du code de l'environnement ; Extrait R512-39-1 : La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : La note de synthèse du 29 mars 2022 conclut concernant la surveillance des effets de l'installation sur son environnement qu'il est nécessaire que les mesures ci-dessous soient mises en œuvre pour se conformer aux dispositions des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement : <ul style="list-style-type: none">– La source concentrée de pollution aux hydrocarbures localisée au niveau des sondages S7 et S8 doit être purgée dans la limite des contraintes techniques liées aux bâtiments ;– Une analyse des risques résiduels après travaux devra être réalisée ainsi que la constitution de servitudes le cas échéant ;– Une campagne de caractérisation et de surveillance de la qualité des eaux souterraines en amont et aval hydraulique de l'installation est préconisée afin de contrôler l'absence de migration hors site de la pollution en hydrocarbures. Aucun élément n'a été transmis par l'exploitant sur ce point. L'ADEME transmettra à l'Inspection une proposition d'intervention sur ces points. Cette proposition fera l'objet d'un rapport distinct de demande d'intervention et éventuellement d'un arrêté de travaux d'office.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Travaux d'office
Proposition de délais : selon proposition de l'ADEME